

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19882 - 76ÈME ANNÉE

L'espoir de sortir de la crise grâce à la responsabilité plutôt que de faire sombrer La Réunion dans une crise aggravée

Régionales : l'union des forces de progrès conduite par Huguette Bello doit l'emporter dimanche



Hier à la gare de Saint-Paul, Patrick Lebreton, Ericka Bareigts et Huguette Bello ont rencontré les usagers des Cars Jaunes, un service sous la responsabilité de la Région qui a besoin de beaucoup d'améliorations.

Ce dimanche lors des élections régionales, les Réunionnais ont le choix entre l'espoir de sortir de la crise grâce à la responsabilité, ou de faire sombrer La Réunion dans une crise aggravée. Le PCR est engagé dans ce deuxième tour des régionales aux côtés de Huguette Bello qui conduira la liste d'union des forces de progrès. Huguette Bello, Ericka Bareigts et Patrick Lebreton figurent parmi les 6 premiers de la liste, juste derrière figure Nadine Damour, représentante du PCR, en 7e position. La progression de deux places de la candidate communiste par rapport à la liste soutenue par le PCR au premier tour doit témoigner d'une meilleure prise en compte des revendications portées par les communistes : conférence territoriale, autonomie énergétique pour stopper les importations de combustibles, développement de services d'intérêt public dans l'environnement et l'aide à la personne, lutte contre l'illet-

trisme notamment.

Dimanche, les Réunionnais ont la possibilité de donner une nouvelle orientation à la Région. Divisées au premier tour mais largement majoritaires en additionnant leurs voix, les listes des forces de progrès ont annoncé leur fusion dès le lendemain. Trois listes conduites par Huguette Bello, Ericka Bareigts et Patrick Lebreton étaient en position de se maintenir et/ou de fusionner, l'entente a été rapide,

signe d'une convergence sur les idées. Les trois têtes de liste du premier tour figurent parmi les 6 premiers de la liste d'union conduite par Huguette Bello. Juste derrière figure Nadine Damour, représentante du PCR, en 7e position. Cette 7e position signifie que quel que soit le résultat de dimanche prochain, Nadine Damour sera conseillère régionale au nom du PCR. Le retour du Parti communiste réunionnais à la Région Réunion est donc acté après 6 ans d'absence.

Retour du PCR à la Région Réunion

La progression de deux places de la candidate communiste par rapport à la liste soutenue par le PCR au premier tour doit témoigner d'une meilleure prise en compte des revendications portées par les communistes : conférence territoriale, autonomie énergétique pour stopper les importations de combustibles, développement de services d'intérêt public dans l'environnement et l'aide à la personne, lutte contre l'illettrisme notamment.

Lors de la campagne du premier tour, ce fut d'ailleurs Nadine Damour qui présenta les mesures visant à lutter contre l'illettrisme inscrites dans le programme *Nouvel Avenir pour La Réunion*.

La proposition phare du PCR reste la Conférence territoriale élargie, à ne pas confondre avec la Conférence territoriale de l'Action publique qui se limite aux élus. La proposition du PCR vise à ouvrir la Conférence territoriale regroupant

parlementaires et élus locaux aux forces vives, en particulier aux syndicats, aux associations et à toutes les bonnes volontés qui peuvent se structurer.

Conférence territoriale pour lutter contre l'abstentionnisme majoritaire

La Conférence territoriale élargie sera le lieu d'élaboration d'un projet réunionnais fait par les Réunionnais pour les Réunionnais. Il s'avère en effet qu'après plus de 70 ans d'intégration à la France, le blocage est tel que près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, alors que les jeunes doivent choisir entre vivre dans un pays où leur taux de chômage dépasse 50 %, ou s'exiler en France. L'urgence d'une alternative se fait chaque jour de plus en plus sentir. Le PCR propose que cette alternative soit construite par les Réunionnais, qu'elle serve de base à des négociations avec l'État et que l'accord conclu pour l'évolution de La Réunion puisse être débattu et fasse l'objet d'un vote de la population.

Conférence territoriale élargie et projet réunionnais sont en effet le meilleur moyen de lutter contre l'abstention à La Réunion et donc de redonner au système électoral la légitimité qu'il perd à chaque scrutin aux yeux de plus en plus de Réunionnais, désormais majoritaires.

En effet, en Kanaky Nouvelle-Calédonie, les électeurs ont eu ces dernières années à se prononcer sur

l'évolution politique de leur pays. Le dernier scrutin de ce type dans ce pays a vu plus de 80 % des électeurs participer au vote. Il est clair que si les Réunionnais sont invités à prendre conscience qu'ils sont capables de décider de l'avenir de leur pays, et donc de la société dans laquelle ils choisiront de vivre, alors nombreux seront ceux qui retrouveront ou découvriront le chemin des urnes.

Faire progresser les Réunionnais sur la voie de la conscientisation

En tant que président de la Région Réunion, Didier Robert avait la possibilité de réunir une telle conférence. Tel n'a pas été son choix, et il apparaît clairement qu'il ne compterait pas le faire un jour si par malheur il gardait sa place.

En effet, comme le démontrent les déclarations du président sortant lors des débats télévisés, Didier Robert mise sur l'ignorance pour tenter de se maintenir. Il n'a donc pas intérêt à réunir une instance qui vise à faire progresser les Réunionnais sur la voie de la conscientisation pour sortir le pays du sous-développement. En effet, avec des Réunionnais mettant en place un projet de société de plein emploi, le clientélisme électoral sera mort. Pas de quoi réjouir Didier Robert et consorts...

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Lycées, logement, bons de réduction pour les billets d'avion...

Régionales : Didier Robert mise sur l'ignorance

La campagne de l'entre-deux tours des régionales a vu se dérouler les deux débats télévisés entre les têtes de liste qui seront candidates au second tour. Rassemblant des forces de progrès majoritaires au premier tour, Huguette Bello est opposée à Didier Robert, président de la Région Réunion sortant. Lors des deux débats, il a été question du bilan du président sortant.

Depuis 11 ans, la Région Réunion n'a pas été capable de construire plus d'un lycée, alors que ses prédécesseurs Paul Vergès, Camille Surdre, Margie Sudre et Pierre Lagourgue faisaient construire une moyenne de 2 lycées tous les 3 ans. Le transfert de la compétence de la construction des lycées de l'État à la Région a d'ailleurs permis aux Réunionnais de voir le nombre de lycées tripler sous la responsabilité des prédécesseurs de Didier Robert à la présidence de la Région.

Construction de lycées : la Région Réunion hors-la-loi depuis 30 ans ?

Interpellé donc sur le coup d'arrêt donné par la Région à la construction de lycée, Didier Robert a fait une réponse tellement remarquable qu'Antenne Réunion s'est senti obligée de reproduire pour la postérité ses propos sur son site :

« La construction de lycées est d'abord de la responsabilité de l'État. Ces 10 dernières années, nous avons réhabilité 35 lycées, 1 construit, et deux autres prévus dont le lycée des métiers de la Mer ». Chacun sait que c'est une fausse nouvelle car la loi indique que la construction des lycées relève de la Région. Nul n'est censé ignorer la loi, surtout pas un président de Région condamné en première instance à de la prison avec sursis et plusieurs années d'inéligibilité.

« 10 000 cases à terre » : La Région Réunion promoteur immobilier depuis quand ?

credi aussi une réponse tellement surprenante que Réunion Première en a rendu compte sur son site : « la réhabilitation de 10 000 logements et la construction de 10 000 cases à terre car cela correspond à notre spécificité. La réhabilitation de ces logements permettra aux Réunionnais de devenir propriétaires ».

Rappelons que la politique du logement est une compétence de l'État. Dans le domaine du logement social, les collectivités locales ont la possibilité d'influer sur cette politique en étant actionnaire d'un bailleur social. La prise de contrôle successive de plusieurs sociétés de HLM par une filiale de la Caisse des dépôts n'a pas suscité une réponse de la Région, qui ne détient aucune responsabilité dans ce domaine.

Cette impossibilité distillée par Didier Robert n'est pas sans rappeler une dans le même domaine en 2010. Pour justifier le ralliement de Nadia Ramassamy à Didier Robert, il était question de faire de la Région une collectivité qui construit des logements sociaux. 11 ans et plus de 10 milliards d'euros dépensés, les Réunionnais peuvent constater que la Région n'a pas construit un seul logement.

La Région Réunion agence de voyages ?

Par contre, il est un domaine où la Région Réunion n'a aucune compétence, c'est celui de la continuité territoriale. Mais pour se créer une clientèle électorale, Didier Robert a transformé la Région Réunion en agence de voyage : une des principales tâches de la collectivité est de distribuer des bons de réduction pour prendre l'avion pour aller en France. Les conditions sont extrêmement généreuses et permettent à ceux qui ont largement les moyens de payer leur billet d'avion d'être aidés par ceux qui ne le prennent pas. Les compagnies aériennes desservant la France bénéficient donc d'une manne de plusieurs dizaines de millions d'euros par an, ce qui ne les encourage pas à baisser leurs prix, a d'ailleurs souligné la Chambre régionale des Comptes.

M.M.

Concernant le logement, Didier Robert a donné mer-

Oté

La kriz sanitèrè konm révèlatèr d'in monde par plass an disloké

Mézami kan la tèrè sar pi konm la tèrè koméla, kan lo monde sar pi konm lo monde koméla, kan bande zom di fitir-sansa d'ote kalité kréatir – nora anvè konète kossa la éspassé dann tan la kovid, mwèn lé sirésèrtin nora in vré bataye, in lafrontman rante lopinyon lé z'inn épi lopinyon lé z'ote Mi prévoi déza in lopoziision, in bataye ranzé, rante bande tèz, é bande kontrotèz sirtou pou sèye konète koman lo monde zordi lété deviré : la kriz sanitèrè konm révèlatèrè d'in monde an disloké.

Mi doute pa non pli nora in lafrontman sèryé dsi la fasson bande péi é bande pèp rish épi zot sistème kapitalist téi fé pou édé, sansa pa édé, bande péi épi bande pèp an défavèrè dann lo siklone kovid lé zané 2020. Mi doute pa ké sak bande zom di fitir-sansa bande bizar kréatir – va trouvé, sar bien intéréssan pou konète lo monde konm li lé zordi. Mi domande amwin konm ébzànpe, kossa bande zèspèr dan l'avnir va panssé dsi lo plan Covax konm ède pou la vaksinasion d'moune, dsi la réaksyon bande péi l'érope épi l'amérik dann lo shoi déssèrtin vakssin é lo bordaz d'ote kalité.

Figuir azot, mi sorte lire dann in dépèsh zoinal kékshoz intéréssan dsi lo vaksin Covershield l'OMS la déside distribyé dann in karantène péi dsi la tèrè. Mwèn la mèm antande lo gouvèrnman Madégaskar apré protèste pars vaksin-la, in sorte astra zaneka fabriké dann l'Inde i rouvère pa gran lo bande porte l'érop touristik – pli zénéralman pars zot i préssan néna vaksin pou pov épi vaksin pou rish. Vaksin k'i raporte pa bande profi kapitalisté pi sète i rapotrre dé mil é dé san... In vré wati-watia, in sobatkoz san fin, pou bande kréatir di fitir pou zote sèye dékodé épi konprande kansréti in pti pé lo monde par plass an disloké nou la pou viv dodan koméla.

Justin